

Déclaration ministérielle conjointe à la presse de

- S.E. Mme Lindiwe Zulu, Ministre du Développement social de l'Afrique du Sud
S.E. M. Peter Eriksson, Ministre de la Coopération au développement international de la Suède
- S.E. M. Gent Cakaj, Ministre par interim de l'Europe et Affaires étrangères de l'Albanie
S.E. Dr. Maria Flachsbarth, Secrétaire d'Etat du Ministère fédéral pour la Coopération économique et le Développement de l'Allemagne
- S.E. M. Felipe Carlos Solá, Ministre des Affaires étrangères, du Commerce international et du Culte de l'Argentine
- S.E. Hon. Marise Payne, Ministre des Affaires étrangères et Ministre de la Femme de l'Australie
- S.E. M. Alexander De Croo, Premier ministre adjoint et Ministre de la Coopération au Développement de la Belgique
- S.E. Mme Karen Longaric Rodríguez, Ministre des Affaires étrangères de la Bolivie
S.E. Mme Biserka Turkovic, Présidente adjointe du Conseil des ministres et Ministre des Affaires étrangères de Bosnie-Herzégovine
- S.E. Mme. Maritza Rosabal Peña Ministre de l'Education, de la Famille et de l'Insertion sociale du Cap Vert
- S.E. Mme Karina Gould, Ministre du Développement international du Canada
- S.E. M. Nikos Christodoulides, Ministre des Affaires étrangères de Chypre
S.E. M. Rasmus Rehn, et Ministre de la Coopération au développement du Danemark
- S.E. Mme Arancha González Laya, Ministre des Affaires étrangères, de l'Union européenne et de la Coopération de l'Espagne
- S.E. Hon. Mereseini Vuniwaqa, Ministre de la Femme, des Enfants et de l'Eradication de la pauvreté de Fiji
- S.E. M. Ville Skinnari, Ministre de la Coopération au développement et du Commerce international de la Finlande
- S.E. M. Jean-Yves Le Drian, Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères de la France
S.E. M. Nikos Dendias, Ministre des Affaires étrangères de la Grèce
- S.E. Mme Diene Keita, Ministre de la Coopération internationale et de l'Intégration régionale de la Guinée
- S.E. Mme Emanuela Del Re, Vice-Ministre des Affaires étrangères de la Coopération Internationale de l'Italie
- S.E. Mme Ilze Vinkele, Ministre de la Santé de la Lettonie
- S.E. Mme Claudine Aoun, Présidente de la Commission nationale des Femmes libanaises du Liban
- S.E. M. Gbehzohngar Milton Findley Ministre des Affaires étrangères du Liberia
S.E. Mme Katrin Eggenberger, Ministre des Affaires étrangères de la Principauté de Liechtenstein
- S.E. M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire du Luxembourg
S.E. M. Nikola Dimitrov, Ministre des Affaires étrangères de la Macédoine du Nord
S.E. M. Tehindrazanarivelo Djacoba A. S. Oliva, Ministre des Affaires étrangères de Madagascar
- S.E. M. Srđan Darmanović, Ministre des Affaires étrangères du Montenegro
- S.E. Mme Doreen Sioka, Ministre de l'Egalité de genre, de l'Eradication de la pauvreté et de la Protection sociale de la Namibie
- S.E. M. Dag-Inge Ulstein, Ministre du Développement international de la Norvège
S.E. Hon. Winston Peters, Premier ministre et Ministre des Affaires étrangères de Nouvelle-Zélande

S.E. Mme Sigrid Kaag, Ministre du Commerce international et de la Coopération au développement des Pays-Bas
S.E. Mme Teresa Ribeiro, Secrétaire d'Etat pour les Affaires étrangères et à la Coopération du Portugal
S.E. M. Tomáš Petříček, Ministre des Affaires étrangères de la République tchèque
S.E. M. Cornel Feruță, Secrétaire d'Etat aux Affaires globales et aux Stratégies diplomatiques au ministère des Affaires étrangères de la Roumanie
S.E. Mme Liz Sugg, Ministre du Développement international et des Affaires étrangères et du Commonwealth du Royaume Uni
S.E. Mme Slavica Djukic-Dejanovic, Ministre sans portefeuille responsable de la démographie et de la politique de population de la Serbie
S.E. Dr. Ignazio Cassis, Ministre des Affaires étrangères de la Suisse
S.E. Hon. Simon Kofe, Ministre de la justice, de la communication et des affaires étrangères de Tuvalu

et les gouvernements de l'Argentine, de l'Arménie, de la Bulgarie, du Costa Rica, de la Croatie, de l'Equateur, de l'Estonie, de la Georgie, de l'Islande, de l'Irlande, du Japon, de la Lituanie, du Mexique, de Moldavie, du Pérou, de la République du Corée, de la Slovénie, de la Tunisie, de l'Ukraine et de l'Uruguay,

sur la protection de la santé et des droits sexuels et reproductifs et la promotion de l'égalité des genres pendant la crise de la COVID-19

Nous, ministres d'Afrique du Sud, de Suède, d'Albanie, d'Allemagne, d'Argentine, d'Australie, de Belgique, de Bolivie, de Bosnie-Herzégovine, de Cap Vert, du Canada, de Chypre, du Danemark, d'Espagne, de Fiji, de Finlande, de France, de Géorgie, de Grèce, de Guinée, de l'Italie, du Liban, du Libéria, du Liechtenstein, du Luxembourg, de Macédoine du Nord, de Madagascar, du Monténégro, de Namibie, de Norvège, de Nouvelle-Zélande, des Pays-Bas, du Portugal, de République tchèque, de Roumanie, du Royaume Uni, de Serbie, de Suisse et de Tuvalu sommes honorés de publier cette déclaration commune au nom des peuples et des gouvernements de 59 pays: Afrique du Sud, Albanie, Allemagne, Argentine, Arménie, Autriche, Australie, Belgique, Bolivie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Canada, Cap Vert, Croatie, Chypre, Costa Rica, Croatie, Danemark, Equateur, Espagne, Estonie, Fiji, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Guinée, Irlande, Islande, Italie, Japon, Lettonie, Liban, Libéria, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Madagascar, Mexique, Moldavie, Monténégro, Namibie, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pays-Bas, Pérou, Portugal, République de Corée, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Serbie, Slovénie, Suède, Suisse, Tunisie, Tuvalu et Uruguay.

L'humanité est confrontée à la menace sans précédent de l'épidémie de COVID-19. Dans le monde entier, la pandémie a un impact dévastateur sur les systèmes de santé, les économies et la vie, les moyens de subsistance et le bien-être de tous, en particulier les personnes âgées. Pour répondre efficacement à cette pandémie qui croît rapidement, tous les gouvernements, les scientifiques, les acteurs de la société civile et le secteur privé doivent coopérer et être solidaires.

L'épidémie de COVID-19 touche les femmes et les hommes différemment. La pandémie aggrave les inégalités chez les femmes et les filles, ainsi que la discrimination chez d'autres groupes marginalisés comme les personnes handicapées et celles vivant dans l'extrême pauvreté. Elle risque également de porter atteinte aux droits fondamentaux des femmes et des filles. La participation, l'exploitation du potentiel et les mesures de protection de toutes les femmes et de toutes les filles doivent être au centre des efforts de réponse. Ces efforts doivent tenir compte des différences entre les hommes et les femmes et de leur incidence sur les plans de la détection, de diagnostic et d'accès aux traitements.

Les mesures restrictives destinées à limiter la propagation du virus dans le monde entier augmentent le risque de violences domestiques, dont celle entre partenaires intimes. Étant donné que les mesures de protection sanitaire et sociale, ainsi que les systèmes juridiques qui protègent les femmes et les filles en

circonstances normales sont affaiblis ou mis sous pression par l'épidémie de COVID-19, des mesures particulières doivent être prises pour prévenir les violences sexistes et sexuelles. Les interventions d'urgence doivent garantir la protection de toutes les femmes et filles réfugiées, migrantes ou déplacées à l'intérieur de leur pays. Les besoins en matière de santé sexuelle et reproductive, y compris les services de soutien psychosocial et de protection contre les violences sexuelles et sexistes, doivent être prioritaires pour assurer leur prise en charge. Nous devons également être responsables de la protection sociale et garantir la santé, les droits et le bien-être des adolescents en période de fermeture des écoles. Toute restriction à la jouissance des droits de la personne doit être prescrite par la loi, et conformément au droit international, et faire l'objet d'une évaluation rigoureuse.

Nous appuyons la participation active et le leadership des femmes et des filles à tous les niveaux de prise de décision, y compris au niveau communautaire, par l'intermédiaire de leurs réseaux et organisations. Cette participation et ce leadership garantissent que les efforts déployés et les réponses apportées tiennent compte de la dimension de genre et n'entraînent pas davantage de discrimination et d'exclusion envers les personnes les plus à risque.

Il est essentiel que les dirigeants reconnaissent le rôle central des systèmes de santé dans les situations d'urgence sanitaire, ainsi que la nécessité de disposer de systèmes de santé fiables pour sauver des vies, vers l'objectif de couverture santé universelle. Dans ce contexte, les services de santé sexuelle et reproductive sont essentiels. Nous appelons à ce que tous s'appliquent à la mise en œuvre immédiate de la déclaration politique sur la couverture santé universelle. Le financement de la santé et des droits sexuels et reproductifs doit rester une priorité pour éviter une augmentation de la mortalité maternelle et infantile, répondre au besoin accru de méthodes contraceptives et éviter la hausse d'avortements à risque et d'infections sexuellement transmissibles.

Partout dans le monde, les sages-femmes, les personnels infirmiers et les agents de santé communautaire sont indispensables pour contenir l'épidémie de COVID-19, tâche pour laquelle ils ont besoin d'équipement de protection individuelle. Les grossesses et les accouchements sûrs dépendent de tout ce personnel de santé, d'installations sanitaires adéquates et d'une stricte adhésion au protocole de prévention des infections. Les maladies respiratoires chez les femmes enceintes, en particulier les infections attribuables au COVID-19, doivent être traitées en priorité en raison du risque accru de leurs effets indésirables. Étant donné que nos chaînes d'approvisionnement nationales et internationales sont touchées par cette pandémie, nous nous engageons de nouveau à fournir à toutes les femmes et aux jeunes filles en âge de procréer des produits de santé reproductive. Et nous en appelons aux gouvernements du monde entier à garantir un accès complet et sans entrave à tous les services de santé sexuelle et reproductive pour toutes les femmes et les filles.

Nous nous félicitons des efforts multilatéraux, notamment ceux de l'ONU, y compris du FNUAP et d'ONU Femmes, de l'OMS, de la Banque mondiale, du FMI et des banques régionales de développement, ainsi que des déclarations faites par les pays du G7 et du G20, visant à apporter une réponse cohérente et globale au COVID-19. Nous les encourageons tous dans leurs démarches auprès des gouvernements nationaux et d'autres partenaires pour assurer une réponse efficace et garantir le maintien des services et des droits essentiels en matière de santé.

Nous devons coordonner nos efforts en cette période de crise sanitaire mondiale. Nous soutenons la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies intitulée « Solidarité mondiale pour lutter contre l'épidémie de COVID-19 ». De même, nous encourageons tous les gouvernements, le secteur privé, la société civile, les Fondations et tous les autres partenaires à se joindre à nous pour soutenir la réponse d'urgence, en particulier dans les pays les plus vulnérables, et donner pleinement effet à l'engagement mondial à l'égard d'un accès universel aux soins de santé.

6 mai 2020